

RÉAGIR ET SE DÉFENDRE ENSEMBLE C'EST POURTANT UNE ÉVIDENCE

Ici à Ford, nous sommes loin d'être les seul.e.s à subir des licenciements et une fermeture d'usine. La liste est même très longue d'usines ou d'entreprises qui licencient, qui ferment ou qui menacent de fermer, ou encore qui liquident.

On entend parler dans les médias de situations emblématiques comme celles des Fonderies du Poitou, de Ascoval, Arjowings, PSA, mais beaucoup moins de ACC, Bultex parmi tant d'autres.

On peut nous dire que chaque cas est particulier, chacun.e a son histoire, se trouve dans des secteurs géographiques et économiques différents.

Oui mais cela n'empêche que partout les salarié.e.s sont victimes des mêmes logiques destructrices de la recherche infinie de rentabilité. Ce sont toujours les travailleurs qui paient. Et les prétextes

sont multiples : à cause de la concurrence, de la compétitivité, de la mauvaise santé financière... Mais au bout, les profits sont là les dividendes aussi et ... les licenciements aussi !

Les questions simples viennent alors : comment ça se fait que d'abord nous nous taisions et n'arrivions pas à défendre nos emplois et nos vies ? Et ensuite pourquoi n'y a-t-il pas mise en lien, coordination, convergence de celles et ceux qui subissent des licenciements scandaleux ?

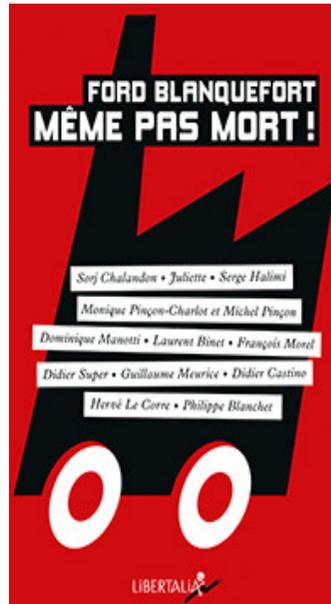
Cela paraît pourtant évident, que pour changer la donne, nous luttons toutes et tous ensemble contre les fermetures et les licenciements, nous serions plus efficaces et nous mettrions plus la pression sur le gouvernement pour qu'il agisse.

En attendant, on perd chacun dans son coin.

DU RIFIPI POUR DES SOUS

Après une première tentative il y a 2 semaines, la contestation s'est à nouveau exprimée. C'est parti du TTH, d'abord un regroupement pour discuter, puis un départ vers les bureaux, embarquant au passage plusieurs collègues en colère. La direction, réveillée par le bruit, est vite sortie pour calmer les esprits : « alors c'est quoi le sujet aujourd'hui ? Ford s'occupe très bien de vous, elle vous protège. Et puis vous aurez +1,7% sur le salaire. De quoi vous plaignez-vous ? ».

Le mépris et le cynisme à forte dose ça peut paralyser mais ça peut aussi mettre en colère. C'est ce que nous souhaitons. Oui Ford doit payer pour ce qu'ils font. Ça passe par une prime exceptionnelle que nous pouvons arracher. Une pétition va circuler parmi les salariés en vue de construire une mobilisation d'ici les NAO.



n° 428-50 (14 mars 2019) - Cgt-Ford

Bonnes nouvelles

MÊME PAS MORT !

journal de la lutte pour sauver l'usine et nos emplois



Ford ferme tranquillement son usine, trop tranquillement. Le PSE est validé, le temps de l'indignation et de la colère du gouvernement semble déjà du passé, dans les médias la page est tournée, tout cela n'est pas si grave que ça visiblement.

872 emplois directs qui sont supprimés, près de 2000 emplois induits qui vont disparaître et pour la plupart d'entre-nous ce sera des emplois plus précaires, des salaires plus bas, plus de galère pour un bon nombre de gens dans la région.

Et pour faire oublier cette catastrophe, il y a du monde pour maquiller la réalité en vantant l'arrivée d'une nouvelle usine Safran au Haillan (200 emplois), vraiment ? Avec 30 à 50 salariés Ford, vraiment ?

Finalement la vie continue, Ford va partir avec ses milliards de dollars de bénéfices, ses millions d'euros d'argent public volés, les dirigeants avec leurs grosses primes ... il y a quand même de quoi se mettre en colère. La bataille n'est pas finie : Ford doit payer cher d'une manière ou d'une autre !

BIENTÔT LES NAO

Ce sera l'occasion de « discuter » argent et prime exceptionnelle. Pour les préretraités comme pour les licencié.e.s, le compte n'y est pas du tout.

Nous sommes pour la redistribution des profits et des dividendes qui représentent les richesses que nous avons contribué à produire.

Osons exiger pour nous !



POUVOIRS PUBLICS, À UN MOMENT, IL FAUT AGIR

Lors de notre dernière réunion à Bercy, le 25 février, l'intersyndicale avait demandé de mettre en place un groupe de travail pour la réindustrialisation rapide de l'usine. Pour nous, il n'était et il n'est toujours pas question qu'à la fin de l'histoire il n'y ait qu'un terrain vague.

Il y a un bâtiment, des machines, un collectif de travail expérimenté, des salarié.e.s compétent.e.s ... il y a vraiment tout ce qu'il faut pour maintenir une activité.

C'est logiquement une de nos batailles du moment. C'est pour cela que nous demandons que l'Etat et les pouvoirs publics interviennent en réquisitionnant l'usine et les machines tout en mettant en place une stratégie industrielle.

Malgré toutes ses déclarations dénonçant la politique et l'atti-

tude de Ford, l'Etat a complètement échoué dans ses tentatives d'empêcher d'abord le départ de Ford puis sa décision de fermeture puis encore son refus de vendre.

La situation a mis en évidence l'impuissance des pouvoirs publics, qui sont finalement bons qu'à donner de l'argent public sans même avoir le moyen d'en contrôler l'utilisation. Cela a mis en évidence aussi l'absence de lois qui au moins devraient limiter les marges de manœuvres des multinationales.

Alors soit l'Etat laisse faire, inefficace voire complice du désastre économique et social, soit à un moment il intervient clairement, se confronte vraiment à Ford, récupère l'argent public indûment perçu par Ford, change les lois, tout cela pour défendre les intérêts de la population et des salarié.e.s.

ÇA COINCE !

La direction a du mal à faire plusieurs choses à la fois : fermer une usine en préparant le départ de centaines de salarié.e.s dès maintenant et en même temps assurer la production de qualité dans les délais.

Et ça coince. Outre la motivation du personnel logiquement pas au plus haut niveau, voilà que cela se désorganise un peu. Pendant que des collègues vont à leur rendez-vous au cabinet de reclassements, d'autres qui s'occupent de leur dossier de pré-retraite, les derniers qui restent sur leurs machines se retrouvent à faire tout le travail.

PASSER PAR LA CASE JUSTICE

Nous n'avons pas réussi à empêcher la fermeture de l'usine ni même à sauver les emplois de celles et ceux qui voulaient le garder ici.

Mais la bataille n'est pas finie. D'une part comme écrit dans d'autres articles, nous allons tenter de mettre la pression sur l'Etat et les collectivités territoriales pour réimplanter de l'activité sur l'usine.

Mais la bataille passera aussi par les tribunaux. Ce n'est pas la première fois que nous allons nous confronter à la multinationale sur le terrain de la justice : nous avons attaqué en 2016 pour non respect de l'engagement des 1000 emplois (accord de mai 2013) et sur plusieurs cas de non respect de nos droits.

BIZARRE, BIZARRE

Les niveaux de production sont faibles et pourtant, la direction a du mal à organiser la production et le travail correctement.

Par exemple, il est demandé à des collègues de faire des heures supplémentaires, en venant par exemple une heure plus tôt à cause d'une panne machine de la veille ou à cause de problèmes qualité.

Des chefs paniquent, courent après des collègues absents, parlent d'urgence ... oubliant peut-être que l'usine ferme bientôt et que l'activité cesse en août ... dans 5 mois !

Des collègues dans certains secteurs vivent des situations surréalistes, entre sous activité et pressions.

Nous avons aussi dû nous défendre quand Ford avait attaqué nos actions au salon de l'Auto en 2012 et 2014.

Cette fois c'est pour dénoncer une fermeture d'usine injustifiable et scandaleuse. Nous préparons cela sachant que nous nous lançons dans une procédure longue. Car derrière, et c'est lié, il y aura les actions aux Prud'hommes pour obtenir des indemnités supplémentaires.

L'idée aussi c'est de mener une bataille qui aide les autres salariés dans les autres usines qui ferment, faire en sorte que les lois changent pour protéger plus les salarié.e.s, pour empêcher les grosses sociétés de nuire.

Nous donnerons les précisions dans les jours qui viennent.

